



APPEL A LA MOBILISATION UNITAIRE

Contre la ratification du Pacte budgétaire par la France

Aggravant le Traité de Lisbonne, le projet de traité intergouvernemental de la zone euro adopté par le sommet des chefs d'état et de gouvernement apporte des garanties :

Citoyen-ne-s
et militant-e-s
de toutes tendances :

→ Nous appelons à la mobilisation unitaire contre la ratification du Pacte budgétaire par la France.

→ Nous appelons à une refondation de la construction européenne basée sur la coopération, le progrès économique, social,

► **Garantie que la dette continuera d'augmenter**
La politique qui a causé la crise et la dette s'amplifie !

Baisse des salaires dans la valeur ajoutée, privatisations, partenariats public-privé, exonérations et exemptions de cotisations sociales patronales, baisse de la fiscalité des entreprises et des très riches, refus de lutter contre les paradis fiscaux, aides aux entreprises sans contrôle ni évaluation, libre circulation des capitaux, libre échange déséquilibré (OMC, AGCS, refus d'exiger la mise en œuvre des conventions de l'OIT...), euro trop élevé pour l'économie française, obligation des états de se financer auprès des marchés financiers ... **Avec cette politique, il n'y a aucune chance de sortir de la crise.**

► **Garantie pour les banques privées et les spéculateurs que les intérêts seront payés**

(cf. déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, sommet européen des 8 et 9 décembre 2012)

► **Garantie pour les peuples d'austérité à perpétuité**

Le retour de la dette à 60 % du PIB, dans une économie en crise ou atone est impossible en empêchant toute politique de relance. Le Pacte pour l'euro +, dont la « règle d'or » fait partie est précis : remise en cause du SMIC, flexibilité, « modération salariale » (public et privé), priorité à la dette sur les dépenses santé, les retraites..., transfert des cotisations sociales patronales sur la TVA, la CSG, réduction drastique des services publics, ... **Cela rendrait impossible une mise en oeuvre d'une véritable politique de gauche.**

► **Garantie d'autoritarisme, les peuples n'ayant plus leur mot à dire**

Le Traité de Lisbonne a été adopté en violation du référendum sur le traité constitutionnel. La dérive autoritaire s'accroît de sommet en sommet et serait constitutionnalisées. « Surveillance budgétaire », « sanctions automatiques », « contrôle par la Cour de Justice » ... c'est la soumission de la République aux oukases de la troïka (Commission européenne, BCE, FMI), en réalité de Goldman Sachs et autres banques et multinationales.

 Nom : Prénom :
 Adresse : CP : Ville :
 Courriel : Profession/responsabilités/mandats :

O Je signe l'appel contre la ratification du pacte budgétaire.

Signature :